

Les démocraties occidentales face à la guerre de l'information

par Christian Harbulot¹

La délimitation du périmètre d'action de la guerre traditionnelle par la dissuasion nucléaire légitime le recours à d'autres modes d'affrontement plus indirects. La guerre de l'information² est un des moins connus et pourtant l'un des plus employés depuis la fin de la guerre froide. Contrairement au mode d'affrontement militaire qui est un sujet débattu de manière officielle, la guerre de l'information est un sujet tabou, y compris pour la haute hiérarchie militaire de bon nombre de pays occidentaux qui estiment encore que la conduite des opérations militaires demeure l'élément essentiel de la résolution d'un conflit armé. La guerre d'Algérie comme la guerre du Vietnam ont pourtant démontré qu'on pouvait vaincre l'ennemi sur le terrain et finalement subir une défaite parce que la guerre de l'information n'avait pas été perçue comme l'élément décisif de la résolution du conflit.

Les démocraties occidentales sont pour l'instant incapables de définir leur mode d'implication dans ce nouveau type de guerre en raison du blocage sur la légitimation d'une posture offensive dans le cadre des relations internationales de l'après seconde guerre mondiale. Cette situation est en train d'évoluer sous la pression des forces qui articulent leur stratégie autour de la guerre de l'information. L'exemple de l'Afghanistan est éclairant : les talibans sont incapables de battre militairement les forces de la coalition. En revanche, les assassinats ciblés de représentants du régime (frère du Président afghan, maire de Kandahar) en juillet 2011 sont des actions spectaculaires destinées à prouver au monde qu'ils sont partout et frappent où ils veulent dans leur pays. Il en est de même pour les attentats suicides ou par engins explosifs comme les IED (« Improvised Explosive Device »). Comment les démocraties occidentales vont-elles intégrer cette nouvelle dimension de la guerre et surtout comment vont-elles se donner les moyens de la mener ?

De la guerre militaire à la guerre de l'information

La révolution soviétique a été à l'origine de la notion de guerre de l'information au sens stratégique du terme. Face aux puissances capitalistes, l'URSS naissante n'avait pas d'autre choix que de tenter d'affaiblir le monde occidental de l'intérieur en s'appuyant sur les mouvements d'idées « progressistes » des intelligentsias européennes. Pendant des décennies, les relais de l'URSS, officiels (partis communistes prosoviétiques) ou officieux (congrès pour la paix, associations d'écrivains et d'artistes, mouvements de révolte dans la jeunesse), ont miné le terrain des démocraties occidentales par une guerre de l'information qui sortait des sentiers battus de la propagande nationaliste ou religieuse des siècles précédents. Le monde syndical, le monde éducatif, le monde culturel ont été les cibles favorites des organes de propagande et de renseignement soviétiques investis dans la confrontation idéologique avec le monde capitaliste.

Les leçons à retenir³ de ce savoir faire innovant et durable sont loin d'être tirées en 2011. La matrice de guerre de l'information née de la révolution russe est fondée sur la recherche systématique de l'avantage décisif en termes de légitimité. La revendication de la posture du faible était le point d'articulation du discours quelque soit le contexte d'intervention (révoltes

¹ Directeur de l'Ecole de Guerre Economique et directeur associé du cabinet Spin Partners.

² Le concept de guerre de l'information est utilisé dans ce texte sous l'angle du contenu (polémiques, désinformation, manipulation) et non sous l'angle du contenant (cyberguerre, attaques informatiques).

³ L'ouvrage *Subversion, anti-subversion, contre-subversion* dirigé par François Cochet et Olivier Dard du centre régional universitaire lorrain d'histoire (édition Riveneuve 2010) démontre les limites de l'exercice. Les universitaires ont encore beaucoup de difficultés à cerner l'étendue et la créativité de la culture subversive d'extrême gauche.

sociales des exploités contre les exploiters, luttes de libération nationale des peuples colonisés contre les pays colonisateurs, combats multiformes contre l'impérialisme américain). Cette matrice a enfermé les démocraties occidentales dans des discours justificatifs jusqu'à l'émergence des crises successives qui ont affecté l'image du modèle communiste (RDA, Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne) ainsi que des actes de dissidence au sein du Komintern⁴ puis de l'URSS. La guerre de l'information élaborée par les démocraties occidentales s'est nourrie des défauts du système adverse sans arriver à reconquérir une légitimité sur les fronts où elle était prise en défaut (guerres coloniales, mouvements estudiantins des années 60/70, crise durable des valeurs sociétales). La chute du Mur de Berlin est-elle sur ce point une victoire à la Pyrrhus ? La matrice occidentale de la guerre de l'information a été principalement conçue dans un rapport du fort au faible. Elle fonctionne quand la matrice du faible est défaillante (cf. URSS) ou quand l'adversaire détruit sa propre légitimité par ses actes (rejet des modèles totalitaires, refus du terrorisme, condamnation des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, dénonciation des persécutions religieuses et du racisme...). Mais qu'advient-il de son efficacité ou de son efficience lorsque le modèle de démonstration ne fonctionne plus ou n'aboutit pas à ses fins ? Les Etats-Unis ont supplanté les empires coloniaux européens au nom de la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ils échouent aujourd'hui sur l'exportation de leur modèle de démocratie à travers le monde (échec des révolutions démocratiques en Ukraine et en Géorgie, instabilité chronique de l'Irak, départ programmé d'Afghanistan en parallèle avec une négociation avec l'ennemi taliban).

Les cheminements de la transmission du savoir

La Grande Bretagne a été le pays qui a donné à la guerre de l'information sa dimension stratégique au cours de la seconde guerre mondiale en trompant les Allemands sur les lieux et les dates de débarquement. Israël est le second Etat à avoir intégré le processus de guerre de l'information dans la conduite d'une guerre. La guerre du Liban contre le Hezbollah a obligé l'Etat hébreu⁵ à repenser sa manière de mener la guerre contre un adversaire qui a su instrumentaliser l'affrontement militaire au profit de la guerre de l'information⁶. Le cheminement de ce savoir faire subversif date du pacte de Varsovie qui est à l'origine de l'introduction progressive de la guerre de l'information dans les conflits militaires. A titre d'exemple, les stratèges soviétiques avaient recommandé aux dirigeants de la RDA de positionner une partie de leurs stations d'essence dans des quartiers à forte densité de population afin de gêner les éventuelles frappes aériennes de l'Otan et tirer un bénéfice en termes de propagande à cause du nombre important de victimes civiles qu'elles provoqueraient parmi la population est-allemande.

Cet usage offensif de la médiatisation des pertes civiles provoquées par l'ennemi a ensuite été enseigné à des cadres de mouvements palestiniens comme El Fatah dont les cadres les plus expérimentés ont été formés dans les écoles du Pacte de Varsovie. Au milieu des années 70, le Fatah organisa des visites guidées au sud Liban pour des militants gauchistes d'origine européenne afin qu'ils puissent témoigner à leur retour sur les pertes humaines occasionnées dans les villages par les raids punitifs de l'aviation israélienne. Les militants qui ont créé le Hezbollah ont réactualisé ces méthodes en cherchant notamment à provoquer des frappes aériennes et des tirs de contrebatterie sur des emplacements de tirs de roquettes choisis par ces militants pour qu'ils soient au plus près de soldats de la FINUL ou de lieux d'habitation. Cette mise en scène permit en suite au Hezbollah de dénoncer les crimes de guerre commis

⁴ Organisation de la III^e Internationale communiste créée en 1919 et dissoute par Joseph Staline en 1943.

⁵ Denis Sieffert, *La nouvelle guerre médiatique israélienne*, La découverte, 2009.

⁶ Voir le texte « Victoire militaire et défaite informationnelle » publié par l'Ecole de Guerre Economique : <http://www.ege.fr/download/victoiremilitaire.pdf>.

par Tsahal contre des civils innocents. Le Hamas s'est inspiré du même type de pratique de guerre de l'information durant les affrontements de fin 2008/début 2009 dans la bande de Gaza. Le Hamas a donné l'exclusivité de la couverture de cette guerre à la chaîne Al-Jazira dont la majorité des images transmises montraient des scènes en gros plan de cadavres et de blessés dans la population civile palestinienne.

Depuis la guerre du Vietnam, la systématisation du recours aux techniques de guerre de l'information par le faible oblige le fort à prendre en compte les effets de la société de l'information dans l'approche globale d'un conflit. Le conflit en Afghanistan a relancé le débat. Les forces canadiennes ont été amenées à développer un savoir approprié pour contrer le dispositif mis en place par les talibans. Les militaires canadiens constatèrent que les talibans communiquaient sur le chiffre des morts et des blessés de leur corps expéditionnaire avant que les unités ne soient rentrées d'opération et qu'elles aient eu le temps de faire état de leurs pertes aux médias. Cet avantage psychologique dans la transmission de l'information visait à renforcer la crédibilité des talibans auprès des journalistes en leur donnant l'impression qu'ils avaient une parfaite maîtrise du terrain. Pour atteindre cet objectif, les talibans plaçaient sur les toits des guetteurs qui photographiaient ou filmaient les affrontements afin de recueillir et de recouper des informations sur les combats. Cette technique permettait aux talibans de recenser les pertes canadiennes et de gagner la course de vitesse dans le cheminement de l'information vers les médias.

La mémorisation de ces techniques est encore difficile à pérenniser dans le système militaire occidental par absence de structure et de crédits dédiés à cette fonction. L'OTAN réfléchit depuis plusieurs années sur la façon d'intégrer cette nouvelle dimension de l'affrontement non létal dans la conduite des opérations. Il ne s'agit pas seulement d'une réforme des méthodes de commandement mais d'une nouvelle approche de l'information comme moyen de porter des coups à l'adversaire. En juillet 2011, les services de renseignement américains ont déstabilisé les talibans⁷ en répandant la rumeur sur la mort du mollah Omar par un faux message envoyé à certains numéros de téléphone de chefs talibans. Cette action a pris au dépourvu les talibans qui ne s'attendaient pas à ce que des forces servant les intérêts d'une démocratie recourent à de tels procédés. Les talibans ont été d'autant plus surpris par cette manœuvre qu'ils s'étaient habitués à une passivité « politiquement correcte » des forces de la coalition qui ont constamment comme souci de ne pas avoir leurs propres médias comme détracteurs de leurs actions militaires sur un théâtre d'opération extérieure.

L'incohérence des médias occidentaux sur la manière de montrer une guerre

Les médias occidentaux ont un problème récurrent sur la manière de montrer la guerre militaire. En retraçant le rôle joué par les médias américains durant la guerre du Vietnam, Patrick Barberis⁸ analyse les mécanismes qui ont amené les journalistes américains à devenir un des axes de manipulation majeur de la stratégie du Nord Vietnam contre les Etats-Unis d'Amérique. Deux éléments-clés ressortent de son travail d'enquête : l'offensive du Têt lancée par le Viêt-Cong et des éléments de l'armée nord-vietnamienne pour déplacer la guerre des campagnes dans les villes. Militairement, le résultat a été catastrophique pour Hanoï car les pertes humaines se sont chiffrées en dizaines de milliers de soldats et de miliciens. Médiatiquement, cette offensive a été un succès inestimable.

Un général américain interviewé dans l'émission explique que les dirigeants communistes Ho Chi Minh et Giap ont choisi de perdre sur le plan militaire en sacrifiant leurs troupes dans des opérations sans aucune chance de succès durable (prendre et garder les villes) car ils avaient

⁷ Article « La guerre de l'information perdue par les talibans » publié sur le site knowckers.org daté du 2011/07. .

⁸ Documentaire de Patrick Barberis intitulé « Viêt-nam, la trahison des médias », diffusé le 1er octobre 2008 sur ARTE.

compris que les images prises par les journalistes américains dans les villes jusque-là peu affectées par la guerre allaient montrer l'armée américaine attaquée par surprise, reprendre Hué la capitale impériale avec lenteur et surtout transformer les journalistes américains en relais de propagande. Ho Chi Minh et Giap savaient aussi que l'image prime sur l'information. Lorsque les troupes du Viêt-Cong prennent temporairement le contrôle de l'ex capitale impériale Hué, les commissaires politiques qui les accompagnent font exécuter plusieurs milliers de personnes. Le fait est connu, cité mais il n'y a aucune image⁹. Cette information n'aura aucun écho chez les manifestants qui défilent quelques semaines plus tard aux Etats-Unis pour protester contre la guerre et dénoncer la politique américaine.

Dans cette phase décisive du conflit vietnamien, la guerre de l'information prend le dessus sur la guerre militaire. Comme le rappellent les auteurs de l'émission, « *si l'armée américaine remporte en effet des victoires écrasantes sur le terrain, les images générées par ces combats produisent l'effet inverse* ». Autrement dit, on peut perdre une guerre parce qu'un camp a eu l'intelligence d'instrumentaliser les journalistes de l'autre camp.

Le débat sur la manière de montrer la guerre n'est pas encore arrivé à maturité. Les journalistes occidentaux ont encore beaucoup de difficultés à assumer leurs contradictions sur ce sujet. Le paiement des intermédiaires pour réaliser des « reportages » chez les talibans a été un non dit qui n'a pas résisté à la polémique à la suite du reportage publié en août 2008 dans Paris Match à la suite de l'embuscade d'Uzbin¹⁰. Aucun journaliste français ne précisait avant cet événement qu'il avait dû payer pour avoir l'autorisation de filmer ou d'interviewer les talibans. Cette information ne figure pas dans les commentaires des journalistes au moment de la présentation de leur reportage diffusé sur les chaînes de télévision. Les reportages réalisés dans un tel contexte soulèvent le problème de la finalité du message transmis par l'intermédiaire d'un journaliste qui se présente comme « neutre et objectif ». Payer pour informer signifie un risque de perte significative d'indépendance par rapport au sujet traité. L'omission des journalistes français sur les moyens utilisés pour avoir accès à l'information vue du côté taliban évacue la question de la manipulation et donc de la propagande relookée en scoop ou en sujet d'actualité.

Les mutations matricielles : des révolutions colorées aux révolutions arabes

Les Etats-Unis ont développé des guerres de l'information à vocation géopolitique qui ont touché la Serbie en 2000, la Géorgie en 2003, l'Ukraine en 2004, le Kirghizstan en 2005. A l'opposé des révolutions violentes initiées durant la guerre froide par l'extrême gauche, les révolutions de couleur¹¹ sont non violentes à l'image de celles initiées en Ukraine (révolution orange) et en Géorgie (révolution des roses). Elles se sont appuyées sur une orchestration d'opérations d'influence¹² et d'information relayées par des mouvements étudiants, des ONG, des fondations privées comme l'Open Society Institute créé par Georges Soros et des relais par Internet.

⁹ Il existe en revanche des images des charniers de cadavres découverts par l'armée américaine plusieurs semaines après avoir repris Hué. Mais elles ne seront pas diffusées par les médias occidentaux et n'ont donc aujourd'hui aucune portée historique.

¹⁰ Les photos reproduites par le magazine Paris Match montraient des talibans avec des objets pris sur des militaires français tués au combat lors de cette embuscade.

¹¹ Voir l'article de Florent Parmentier, Mouvements de jeunesse et « révolutions colorées » dans l'espace postsoviétique, le cas de la Transnistrie, diplomweb.com.

¹² La National endowment for democracy » (NED), dirigé par l'ancien patron de la CIA, James Woosley, a été très impliquée dans les « révolutions colorées ».

La Russie¹³ a trouvé progressivement les parades à ces intrusions dans sa sphère d'influence par la création de mouvement de jeunesse patriotique et l'activation d'ONG spécialisées dans la divulgation d'informations compromettantes. Ce contre-modèle copie les modes d'expression des activistes des révolutions colorées : choix d'un logo, manifestations de rue, forum de discussion sur Internet. Cette contre guerre de l'information a fait échouer les révolutions colorées en Asie centrale (Ouzbékistan, Biélorussie). D'autres pays comme l'Iran ont tiré les leçons des méthodes américaines en atténuant la portée des campagnes de protestation par la censure des médias, le verrouillage d'Internet, et le renforcement du contrôle policier.

Les Etats-Unis ont amélioré ce modèle de guerre de l'information par une exploitation approfondie des possibilités de mobilisation offerts par les réseaux sociaux. L'agitprop à distance activés à partir de correspondants basés dans des pays éloignés du pays cible aurait été testé avec succès dans le processus des révolutions arabes. Des méthodes plus subtiles de déstabilisation des pouvoirs en place ont été employées par des internautes. En Tunisie, des opposants au régime auraient usurpé des identités par manipulation d'adresses IP créant de ce fait la zizanie au sein du clan Ben Ali. De fausses vidéos auraient été mises en ligne sur le net afin d'accentuer l'impact des vidéos filmées par des manifestants lors des répressions policières. La focalisation des manifestations sur un lieu symbolique comme la place Tharir du Caire peut aussi être interprétée comme un choix délibéré. Il est plus facile de tenter de cadrer le déroulement d'une « révolution » à partir d'un site central de protestation que d'une multitude d'endroits qui deviennent très vite incontrôlables. Ces nouveaux types de guerre de l'information ne sont sans failles dans la mesure où les initiateurs potentiels ont une certaine difficulté à maîtriser le processus politique déclenché par ces mouvements d'opinion drapés dans une légitimité démocratique fondée dans un premier temps sur la vox populi et non sur l'expression électorale.

La montée en puissance des guerres de l'information ne dépend pas que des expériences menées dans les conflits de base intensité ou dans la redistribution des cartes des régimes totalitaires à bout de souffle. La spirale de l'endettement des Etats-Unis, pourtant connue depuis des décennies, peut générer un effet de surprise en termes d'analyse stratégique. Le rebond possible de la crise financière, monétaire et économique risque de modifier les grilles de lecture sur la gestion des rapports de force entre puissances, esquissées après la guerre froide. L'essoufflement économique de la superpuissance américaine ouvre la voie à de multiples inconnues géopolitiques et géoéconomiques qui se traduiront à terme par des affrontements informationnels à géométrie variable. Le fort comme le faible qui cherchera à en tirer un profit décisif ou partiel s'y sera préparé avec soin et de manière discrète, confirmant une fois de plus l'éternelle vérité du proverbe latin *si vis pacem para bellum*.

¹³ Voir l'article de Florent Parmentier « Mouvements de jeunesse et révolutions « colorées » dans l'espace postsoviétique Transnitrie. Le cas de Proryv en perspective, Diploweb.com.